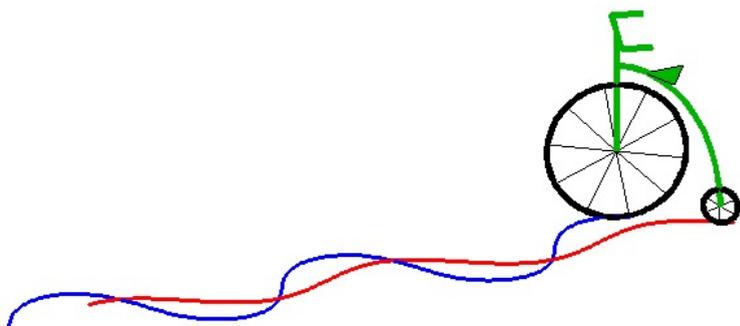


COMPTE ADMINISTRATIF 2020





Le point 0 de la mandature, que l'on pourrait résumer au-delà de tous les chiffres en la phrase suivante :

*une santé budgétaire et financière satisfaisante, bien meilleur que beaucoup d'autres départements, par **une gestion prudente**, un train de vie « sobre », et un budget résolument tourné vers des politiques publiques pragmatiques et cohérentes pour les habitants et le territoire ; ce malgré **un édifice national des finances départementales défectueux** qui nous met en danger à chaque crise décennale.*

Le budget 2020 réel dépensé est de **215 M€** qui se décomposent en :

- **168 M€ de dépenses de fonctionnement** (soit 78 % du budget)
- **47,7 M€ de dépenses d'investissement** (soit 22% du budget contre 24% en 2019)

👉 **le résultat propre de 2020** (propre = sans résultats antérieurs)

Résultat d'investissement	-	18 753 502,76 €
Résultat de fonctionnement		22 612 746,08 €
		3 859 243,32 €

- Le résultat propre de l'exercice (sans résultat antérieur de 2019) est excédentaire car les recettes de fonctionnement ne se sont pas effondrés avec cette crise COVID même si leur progression (+2,14%) a été divisée par 2 par rapport à 2018/2019 (+5,30%).
- Elles ont permis de couvrir la hausse des charges de fonctionnement qui elles ont été multiplié par 4 par rapport à 2019 sous l'effet de la crise sanitaire, de la réforme de l'assurance chômage, et des priorités départementales

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Résultat de l'exercice	- 856 655	1 817 647	-6 704 758	- 1 222 512	6 942 387	3 859 243

- La lecture des résultats de l'exercice depuis 2015 fait apparaître une tendance qui traduit l'influence de 2 facteurs que sont le niveau d'épargne dégagé sur l'exercice (**couple RSA/DMTO**) et le niveau des dépenses d'investissement (**couple investissement courant/.inv THD**).
- Autrement dit un facteur lié à la conjoncture sur la section de Fonctionnement et un facteur lié aux choix du Département en terme d'équipement du territoire pour la section d'Investissement.

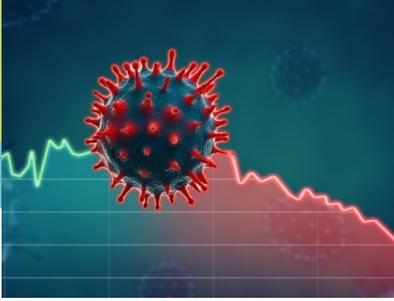
Donc des finances départementales « plutôt subies » en Fonctionnement et « plutôt choisies » en investissement...dans la limite des capacités financières dégagées en Fonctionnement (épargne) et du choix prudentiel de conserver une réserve en Fonctionnement pour :

- traverser une crise économique et sociale (**réserve dite anti conjoncture**) et ou
- faire face à une « coupe gouvernementale » de nos ressources /. transfert déguisé de charges, comme la réforme assurance chômage, (**réserve dite pro Décentralisation**)

	Résultat de clôture 2019	Résultat 2019 reporté et affecté en 2020	Résultat propre 2020	Résultat de clôture 2020
Fonctionnement	30 890 246,44	15 351 101,49 report	22 612 746,08	37 963 847,57
Investissement	-15 539 144,95	-15 539 144,95 report	-18 753 502,76	-18 753 502,76
		15 539 144,95 affectation		
TOTAL	15 351 101,49	15 351 101,49	3 859 243,32	19 210 344,81

Le résultat de clôture 2019 s'établissait à 15,3 M€, celui de 2020 à 19,2 M€, ce qui représente une hausse de résultat de 3,9 M€, correspondant au résultat « propre » de l'exercice 2020 qui traduit :

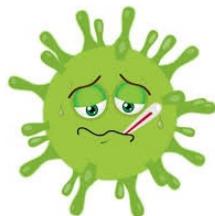
- Une dynamique correcte des recettes de fonctionnement (+2,1%), malgré la crise, liée à des progressions de recettes attendues (TSCA, FPDMT0, DGF, TFPB...), un maintien plus inattendu du niveau des DMTO, et des recettes plus conjoncturelles (reliquat énergie réservée, produit d'assurance suite au sinistre de l'hôtel du département)
- Une progression des charges de fonctionnement (+2,35%) liée à la crise sanitaire (RSA, charges supplémentaires Covid...) et aux priorités départementales. Progression moins importante en valeur que les recettes de fonctionnement (d'où l'excédent)
- Un ralentissement des dépenses d'investissement (-7,03%) causé par la crise sanitaire. L'impact crise COVID sur l'investissement est estimée à 10 M€ de dépenses non réalisées (mais reportées sur 2021).



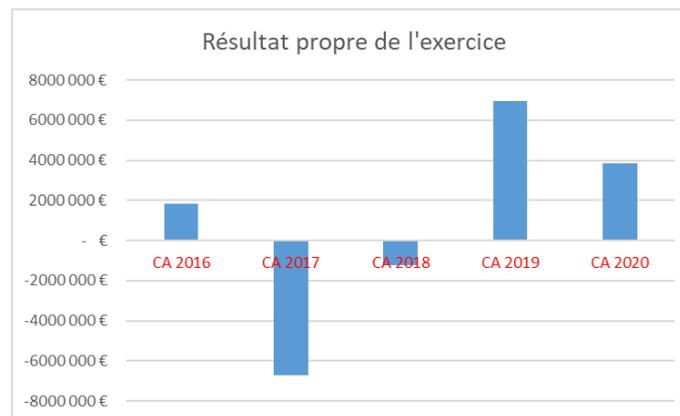
- **Coût** pour le département de 1,2 M€
- Pour **10 M€ d'investissements non réalisés** (à taux d'exécution moyen)
- Une **perte de recettes** du fait de la cassure de la dynamique de 2,3 M€
- Une baisse de recettes constatées de 372 K€
- Un **cout RSA dédié de 601 K€** (intégré dans le cout des 1,2 M) principal poste impacté
- **Le Covid n'est pas le facteur 1^{er} d'augmentation du RSA en 2020**, ne pèse que 21% contre 46% pour le facteur réforme de l'assurance chômage

- L'impact de la crise COVID a été de perdre la dynamique conjoncturelle de 2019 avec des DMTO qui progressaient de + 12% an et des dépenses de RSA sous les +4%.
- La crise a aussi permis de suspendre la réforme de l'assurance chômage qui transfère sur les départements la charge assumée avant par les entreprises.
- Enfin le COVID a révélé la mauvaise idée de financer les hausses du RSA par les transactions immobilières et par ... la TVA qui remplace la TFPB.

☛ Une année



☛ le résultat propre de 2020 est de +3,86 M€



☛ Une année marquée par une forte progression des AIS



☛ Des recettes de fonctionnement relativement épargnées par la crise



☛ 45,9 M€ d'Investissements (avec Budget annexe THD)



☛ Une niveau d'épargne préservé qui permet en 2021 un budget d'investissement ambitieux

<i>en milliers d'€</i>	2019	2020	BP 2021
Total dépenses AIS	58 990	62 669	66 885
Total compensations perçues	46 538	46 961	45 546
Taux de couverture	79%	75%	68%
Reste à charge résiduel sur AIS	12 452	15 708	21 339

- L'Etat doit en 2020 plus de 15 M€ au département au titre du transfert des allocations individuelles de solidarité.
- La dégradation prévue en 2021 liée au RSA alourdit la note et montre que le taux de couverture se dégrade.



	2020
THD	11 975 224 €
Routes	13 092 915 €
Bâtiments	7 016 044 €
Economie, Tourisme, Territoire	5 285 592 €
Aménagement et Environnement	4 565 575 €
Collèges, culture, sport, patrimoine	1 276 264 €
Social	360 468 €
Autres (informatique, archives, logistique...)	1 575 713 €
	45 147 796 €

- ❖ 2020 restera forcément une année à part avec une pandémie qui a bouleversé les principes posés lors du vote du budget primitif.
- ❖ Mais la maison départementale a su tenir debout conjuguant une adaptation réactive et réfléchie à des fondamentaux de bonne gestion des deniers publics et des politiques publiques.

Contrairement à 2019, le département a dû faire face à un cycle conjoncturel défavorable

- Les charges ont augmenté sous l'effet notamment des AIS et de la crise sanitaire
- Des recettes ont tenu malgré tout, alors que l'on aurait pu craindre un effondrement des produits liés à la conjoncture économique (DMTO).
- La progression en valeur des charges de fonctionnement moins importante que les recettes d'investissement permet d'accroître très légèrement un niveau d'épargne déjà bon
- Un effort d'investissement ralenti par la pandémie mais qui reste plus qu'honorable.

Le niveau d'excédent de 19 M€ permet à la fois :

- De traverser 2021 qui sera lui aussi marqué par la crise économique et un accroissement des AIS, dont le RSA
- De continuer de financer en fonctionnement les priorités de politiques publiques (ASE, insertion, PA, SDIS)
- d'augmenter la capacité d'investissement pour participer au plan de relance de l'économie
- de préparer 2022 avec une capacité de « compenser » une conjoncture défavorable pour soutenir les habitants, le tissu local économique et associatif, les collectivités, le Territoire